

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
ARRETE DU MAIRE
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
POUR VENTE DE PRODUITS SUR LE DOMAINE PUBLIC

N°ST2024-001

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,
VU la demande en date du 15 décembre 2023, par laquelle Monsieur et Madame GAY-MERY, domiciliée à 38160 SAINT-VERAND, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public et d'installer, Place d'Armes, une installation mobile de vente de gaufres
VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,
VU la loi n°83-8 du 07 Janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état
VU le Code Général des propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1,
VU le Code de l'Environnement ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2, L2213-1 et L2213-6 ;
VU le Code de la Route,
VU le Code de la voirie routière ;
VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,
VU la loi n°83-8 du 07 Janvier 1983
VU la délibération 2019_070 du 9 juillet 2019
VU le règlement de Voirie Communale approuvé le 17 Janvier 2012
VU l'ensemble des pièces administratives fournies par le demandeur,

A R R E T E

Article 1 : Autorisation : La bénéficiaire est autorisée à occuper le domaine public et à installer sur la Place d'Armes au niveau du kiosque côté bar « Le Kiosque », une remorque de marque Niewiadow immatriculée GD-778-YR pour permettre la vente de gaufres.

Article 2 : Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ce stationnement. La commune de Saint Marcellin dégage entièrement sa responsabilité quant aux accidents et dommages qui pourraient être occasionnés sur l'emplacement occupé, aux personnes, au matériel et aux marchands, quelle qu'en soit la cause.

Article 3 : Restitution des lieux : En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, le bénéficiaire sera tenu de remettre les lieux dans leurs états primitifs dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 4 : Durée et régime de l'autorisation : La présente autorisation d'installation sur le domaine public est accordée du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 les mercredis de 11 h 00 à 19 h 00. Son annulation interviendra de plein droit en cas de cessation, de changement d'activité ou de cession du fonds. Le bénéficiaire peut cesser son activité en cours d'année, sur simple courrier adressé à Monsieur le Maire, 1 mois avant la fin du trimestre en cours.

Article 5 : Hygiène et sécurité :

5.1- Il est interdit :

- De charger ou décharger, dans toute l'étendue des emplacements affectés au parking, d'autres espèces de marchandises que celles désignées dans la présente convention.
- D'abriter ou de dissimuler pour le compte de tiers des marchandises dont la vente est interdite.
- D'installer des branchements électriques provisoires non conformes aux prescriptions en vigueur.

5.2- Toute denrée alimentaire sera présentée conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental.

5.3- Les débris, papiers, huiles et déchets de toute nature devront être conservés à l'intérieur du camion et ceux laissés par les clients, aux alentours du camion, ramassés par l'occupant au moment de son départ.

5.4- L'occupant s'engage à laisser le libre passage aux piétons le long de son emplacement en outre sécurisé et signalé.

5.5- L'occupant s'engage à respecter la tranquillité du voisinage en limitant toute nuisance sonore de son commerce et de ses clients.

Article 6 : Redevance : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil Municipal

Article 7 : Validité, et renouvellement de l'arrêté : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle est consentie, uniquement pour ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public. Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans le véhicule.

Article 8 : Application du présent arrêté :

Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le demandeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 9 : Recours :

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 3 janvier 2024

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN

Pour le Maire et par délégation,
La Responsable du service Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY



Notifié à l'intéressé, le

Signature :